

à avaler n'importe quelle couleur pourvu que ce lui soit un alibi pour ne pas prendre position et ne rien faire.

Conséquents avec leurs thèses, ils déclarent s'employer effectivement, outre leur travail d'information et de propagande, à une action directe contre la guerre elle-même.

— Appel à l'insoumission et à la désertion des jeunes soldats (1).

— Hébergement de ceux-ci et passage à l'étranger. Ils déclarent organiser ainsi environ un millier d'insoumis. Ils appellent également à aider pratiquement les militants algériens en France. Les héberger, garder du matériel, transporter des fonds, tirer à la rampe, etc.

Ils fournissent régulièrement des consignes pratiques de lutte, à ceux qui veulent faire quelque chose pour la libération du peuple algérien.

Indépendamment de ce que nous pouvons penser de l'orientation politique des auteurs de ce bulletin ou de tel ou tel de leurs mots d'ordre pratiques, nous saluons une œuvre courageuse et indispensable, qui constitue un des seuls liens existant encore entre le prolétariat français et la Révolution algérienne, face à la carence et au vide des grandes organisations de la classe, par rapport à ce qu'elles pourraient faire dans ce domaine.

(1) Tout en restant solidaires des emprisonnés, ils prônent la désertion et l'exil comme solution préférable, positive, permettant une liberté d'action et une organisation active. Signalons également un groupe qui s'intitule « Jeune Résistance » publiant une brochure du même nom et qui se fixe également comme tâche l'organisation des insoumis et leur exil hors de France.

AIDE AUX DÉTENUÉS ALGÉRIENS

Nous avons publié dans notre numéro de décembre 1959 un appel du Comité d'Aide aux Détenus algériens (18, rue Saint-Ferdinand, Paris 17^e) appelant au soutien matériel des 75.000 emprisonnés algériens en France. Nous appelons tous nos lecteurs à propager cette initiative et à faire le maximum pour collecter des fonds, des vêtements et des médicaments pour ces victimes de la répression policière impériale qui remplissent les prisons et les camps, en France même, et presque sous nos yeux.

La tension croît en Maroc

Avec le « complot » contre l'héritier du trône marocain qui vient de donner lieu à l'arrestation de plusieurs dirigeants de l'Union Nationale des Forces Populaires, un fait nouveau vient marquer la crise profonde qui se prépare au Maroc.

Depuis qu'existe le gouvernement d'Abdallah Ibrahim, leader de l'Union Nationale des Forces Populaires, les provocations émanant de la police, sous le contrôle direct du Palais, n'ont cessé de s'accumuler sans que le chef du gouvernement réagisse, sauf peut-être dans le secret des discussions gouvernementales et avec l'insuccès que l'on peut constater.

Pour ne pas parler des arrestations déjà anciennes des principaux rédacteurs du journal de l'U.N.F.P., rappelons un autre fait plus récent et qui montre bien le caractère extrêmement fragile de l'équilibre actuel.

Avant l'explosion de la bombe française et alors même que le gouvernement marocain élevait une protesta-

tion auprès de l'O.N.U. contre ces essais, l'Union Marocaine du Travail, représentant la quasi-totalité des masses travailleuses, la plus importante organisation du pays et base essentielle de l'Union Nationale des Forces Populaires, de concert avec cette organisation et l'Union Nationale des Étudiants Marocains voulut organiser des manifestations contre la bombe. Ces manifestations non seulement furent interdites sur la voie publique mais, de plus, la police a tenté par des barrages, des charges, des arrestations, de limiter le succès des manifestations qui ont eu lieu cependant dans les principales villes du pays.

Or, peu de temps après, Allal El Fassi et son parti, l'ancien Istiqlal, organisaient avec la bénédiction policière et bien entendu celle des bourgeois et féodaux qui le soutiennent une manifestation de rue contre la bombe.

La politique du Palais semble donc être une politique d'usure à l'égard de l'U.N.F.P. et de l'U.M.T. que leur force lui interdit néanmoins de rejeter hors du gouvernement.

Cependant, dans le dessein de poursuivre sa politique économique et sociale, le président du Conseil ne semble pas désireux d'engager le combat, et accepte arrestations, interdictions comme il a accepté la mise hors la loi du Parti Communiste Marocain. Combien de temps encore pourra-t-il retenir ses troupes, combien de temps les cadres de l'U.M.T. soutiendront-ils sa chimérique entreprise ? Ou bien quand les forces réactionnaires jugeront-elles impossible la poursuite d'une aussi étrange situation ?

Tout ceci est bien sûr lié aux développements de la Révolution algérienne, mais la détérioration de l'équilibre est telle qu'il faut s'attendre à de nouveaux rebondissements de la révolution coloniale au Maroc.

L. C.

Referendum au Kamerun

Le gouvernement de M. Ahidjo, homme de l'impérialisme français, fait état d'une majorité approuvant son projet de constitution. La presse bourgeoise française salue ce nouveau succès de la politique gaulliste de « décolonisation ». Voilà sans doute une satisfaction prématurée.

L'aile extrême de l'Union des Populations Kamerunaises, dirigée par Moumié, appelait certes à l'absentéisme et les résultats officiels font état d'une participation électorale de 75 %. Mais sur les votants il n'y a que 797.498 oui pour 531.075 non. Par ailleurs, le vote fait apparaître une majorité massive contre le gouvernement dans les villes : à Douala 1.173 oui, 57.288 non ; à Yaoundé 1.527 oui, 15.276 non. En admettant qu'aucune manœuvre n'ait eu lieu dans les campagnes — de tels résultats bien sûr laissent rêveurs — il sera très difficile à l'actuelle clique de demeurer longtemps en place face à l'opposition des centres politiques du pays.

Dans une manœuvre de dernière heure Ahidjo tente de faire apparaître au grand jour les divisions de l'U.P.C. en abrogeant, après le référendum, le décret portant dissolution de ce parti.

Mais le peuple kamerunais, comme les militants de l'U.P.C. ont fait la preuve dans le passé d'une combativité et d'une compréhension politique plus remarquable qu'en aucun autre pays de l'Afrique Noire sous domination française ; il est à craindre pour De Gaulle, Ahidjo et Cie que leurs manœuvres ne suffisent pas à empêcher la révolution kamerunaise.

L. C.